

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 34 (2008)

Heft: 2

Artikel: La dimension politique des émeutes de 2005 en question

Autor: Kokoreff, Michel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814557>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La dimension politique des émeutes de 2005 en question

Michel Kokoreff*

1 Introduction

Comment qualifier la dimension politique des émeutes de l'automne 2005 survenues suite au décès de Zyed Benna et Bouna Traoré qui a été à l'origine d'une vague de violences collectives d'une ampleur inédite, tant en France qu'en Europe ? Peut-on accorder une signification politique endogène à l'action même des émeutiers, et si oui, laquelle ? Ou bien celle-ci est-elle en deçà ou au-delà du politique, exprimant des aspirations sociales et morales qui importent par elles-mêmes ? Force est de constater que, à quelques exceptions près (Jobard, 2006; Mauger, 2006) la plupart des commentaires et interprétations qui ont été donnés dans l'hexagone de ces événements ont plutôt été hostiles à une lecture mettant l'accent sur leur *politisation* : à l'approche dominante en terme de « violences urbaines » est venue répondre l'analyse des mécanismes sociaux de la « crise dans les banlieues », la première réduisant les émeutiers à des « délinquants », la seconde à des « victimes », avec ce paradoxe de contribuer dans les deux cas à leur *dépolitisation*.

Or, sans nier les diverses dimensions sociales, urbaines ou ethnoraciales en jeu (Mucchielli et Le Gaoziou, 2006; Lagrange et Oberti, 2006; Fassin et Fassin, 2006), on peut faire l'hypothèse que ces émeutes de 2005 ont aussi constitué un *lieu d'actualisation du politique*, cristallisant et donnant à voir divers processus sociaux à l'œuvre dans le monde des « banlieues » (Dubet, 1987; Bachmann et Le Guennec, 1996; Beaud et Pialoux, 2004). Certes, la « spatialisation » de ces processus ne doit pas masquer le fait qu'ils sont le produit de bouleversements structurels qui affectent l'ensemble de la société française (Dubet et Martuccelli, 1997; Kokoreff, Rodriguez, 2004; Donzelot, 2006; Castel, 2007). Néanmoins, une telle hypothèse conduit à considérer que la question des quartiers populaires périphériques, telle qu'elle est définie en France depuis près de trente ans, est aussi d'ordre politique. D'un côté, en effet, ce n'est pas seulement d'un défaut de solidarité ou d'une dégradation des espaces habités dont souffrent ces quartiers paupérisés, c'est également d'un déficit démocratique de représentation et de reconnaissance. D'un autre côté, on a assisté, depuis le milieu des années 1990, à un processus de recomposition politique « par le bas » (Masclat, 2003) qui s'est traduit par l'émergence de formes d'action et

* Université Paris Descartes-Cesames (CNRS-Inserm), 6 rue Delesseux, F-75019 Paris, michel.kokoreff@paris5.sorbonne.fr

d'acteurs situés à la marge des structures politiques traditionnelles et incarnés par une nouvelle génération de « militants de cité » en grande partie issue de l'immigration maghrébine et subsaharienne. En d'autres mots, *il y a du politique dans les quartiers*, au moins potentiellement (Kokoreff, 2003)¹. C'est dans ce sens que les émeutes et leurs suites peuvent être considérées comme un « lieu d'actualisation du politique », rendant visible ce qui est d'ordinaire invisible.

La formulation de cette hypothèse s'appuie sur une longue fréquentation de certains quartiers populaires où nous avons réalisé plusieurs enquêtes de terrain approfondies, en particulier dans diverses communes des Hauts-de-Seine (Asnières, Nanterre). Les analyses proposées dans cet article se baseront néanmoins de façon plus spécifique sur une enquête qualitative conduite dans plusieurs communes situées dans le département de Seine-Saint-Denis, et de façon résiduelle sur une observation participante conduite dans un quartier populaire situé dans l'Est parisien (Kokoreff, 2008)².

Une enquête qualitative

Le travail d'enquête s'est déroulé entre avril 2006 et octobre 2007. Il s'appuie sur trois types de données : une campagne de cinquante entretiens semi-directifs auprès des divers acteurs en jeu, un travail d'observation sur le terrain, et des entretiens formels ou des conversations informelles avec des jeunes ayant participé ou vécu de près cette période de troubles. Nous avons ainsi retenu quatre catégories d'acteurs : des élus et responsables de services municipaux, des policiers issus de services de maintien de l'ordre et de sécurité publique, des enseignants et des travailleurs sociaux, et enfin, des groupes de jeunes. Mais ces entretiens ont été aussi précédés et approfondis par une enquête de type « ethnographique ». Cette démarche s'est avérée en effet indispensable pour choisir les « bons interlocuteurs » et prendre la mesure de ce qui s'est réellement passé à Saint-Denis et à Clichy-sous-Bois. Le choix de ces deux sites a été motivé par l'intérêt de

1 C'est en tout cas ce que pourraient suggérer les nombreuses actions et luttes engagées contre des violences policières, certaines décisions de justice liées à ces violences, ou encore les mobilisations collectives locales face à des projets de rénovation urbaine.

2 Notons au passage qu'aucune enquête sociologique n'a été réalisée au cœur des émeutes de 2005, exceptées quelques observations furtives. Comme le souligne Alain Bertho, « Nous n'avons vu que des ombres », *Mouvements*, n° 44. La seule enquête *in situ* a été à ma connaissance réalisée par Marwan Mohammed sur la cité des Hautes-Noues, à Villiers-sur-Marne (Cf. *La place des familles dans la formation des bandes*, Université Saint-Quentin-en-Yvelines, 2007 (« Les bandes à travers les émeutes de novembre 2005 », 618–643). Voir les deux monographies réalisées, l'une sur Aulnay-sous-Bois, par Vincenzo Cicchelli, Olivier Galland, Jacques de Maillard et Séverine Misset, l'autre, sur Saint-Denis, que nous avons effectuée en collaboration avec Pierre Barron et Odile Steinauer. Elles sont toutes les deux consultables sur le site du Centre d'analyse stratégique (www.strategie.gouv.fr).

comparer des communes et quartiers présentant des situations sociales et des configurations urbaines homogènes – quoique spécifiques – tout en ayant été très différemment touchés par la vague d'émeutes à partir d'une chronologie différente. Point de départ des événements, Clichy-sous-Bois et Montfermeil ont connu quatre jours de violences, près d'une centaine de voitures ont été brûlées, plusieurs bâtiments publics ont été dégradés (dont un gymnase entièrement détruit), et des affrontements directs avec les forces de l'ordre. Mais le calme est assez rapidement revenu, notamment suite à l'ouverture d'une information judiciaire destinée à éclairer les circonstances du drame initial. Dans le cas de Saint-Denis, les troubles ont commencé lors de la deuxième semaine des émeutes, ils n'ont duré que quelques jours, les services de police ont enregistré près d'une quarantaine de voitures brûlées, et aucun affrontement direct avec les forces de l'ordre n'a été constaté.

Il n'a pas été simple d'identifier et de rencontrer ceux qui apparaissent *a priori* les moins enclins à parler avec une équipe de sociologues, à savoir les participants aux émeutes. Non qu'ils n'auraient rien à dire mais bien parce que, ici comme ailleurs, ils se méfient des institutions – qui le leur rendent bien – et ne *veulent pas dire*. A cet égard, participer à une recherche de ce type, accepter le jeu de l'entretien enregistré au magnétophone, sans contrepartie d'aucune sorte, n'allait pas de soi. En outre, c'était prendre des risques alors que des enquêtes judiciaires étaient en cours à Saint Denis. Plusieurs méthodes ont été utilisées pour réaliser des entretiens formels et informels avec des jeunes, par le biais d'intermédiaires divers (un élu municipal, une ancienne éducatrice de rue et des animateurs jeunesse, un professeur de lycée général...) ou par rencontres directes et un effet « boule de neige » au sein des réseaux de sociabilité. Cet échantillonnage s'est efforcé de tenir compte des différents quartiers et sous-quartiers de la ville, et de la diversité des âges et des parcours scolaires et professionnels. Les garçons y sont sur-représentés, en dépit d'entretiens de groupe réalisés pour éviter ce biais dans le cadre scolaire. Au total, ce sont quinze entretiens (collectifs et individuels) menés auprès d'un échantillon d'une cinquantaine de jeunes de Saint-Denis qui constituent le matériau empirique de l'analyse. Si on considère les classes d'âge qui se sont avérées une variable fort pertinente, on peut distinguer deux sous-groupes : d'une part, la tranche d'âge 25–30 ans soit douze « jeunes » hommes qui ont été rencontrés dans différents quartiers, et comprenaient des niveaux d'études très contrastés (pour certains : scolarité obligatoire, proches de l'illettrisme, d'autres sont très diplômés : ingénieur en électro-technique, maîtrise de droit) et des situations professionnelles disparates (des « galériens », un graphiste, un

agent de maîtrise dans une entreprise de sécurité, etc.); d'autre part, la tranche d'âge des 14–18 ans : nous avons réalisé des entretiens avec six « jeunes » garçons, scolarisés ou non, (groupe d'amis, rencontres de rue dans un sous-quartier de La Plaine), six entretiens de groupe avec deux classes de seconde d'un lycée d'enseignement général (les groupes allant de 4 à 25 personnes), suivis d'un entretien individuel avec l'un des élèves rencontrés, un entretien de groupe avec cinq jeunes âgés de 14 à 16 ans, scolarisés, fréquentant l'antenne jeunesse de leur quartier, et enfin, un entretien de groupe avec trois jeunes âgés de 17 à 20 ans, scolarisés en BTS et DUT, fréquentant l'antenne jeunesse de leur quartier.

2 Les émeutiers de l'injustice

Afin de caractériser les dimensions politiques en jeu, nous partirons du constat suivant : on a assisté à un double phénomène de politisation et de dépolitisation, tant « par le haut » que « par le bas » ; et cela, à travers des appropriations politiques successives de l'événement ou des exercices de ventriloquerie sociale postulant le silence des émeutiers qui ne manquent pourtant pas d'arguments pour justifier leur révolte.

2.1 Politisation et dépolitisation

Du côté de l'Etat, le maintien de l'ordre public a certes toujours une dimension politique. Il conduit à dépolitiser l'émotion et la colère collectives de ceux qui occupent la rue, en la disqualifiant. Dans le cas présent, la gestion de la crise par le gouvernement a contribué à donner aux émeutes une coloration politique. D'emblée, les premières déclarations du ministre de l'Intérieur ont traduit la tentation d'instrumentaliser politiquement l'irruption des « violences urbaines » et l'indignation collective qu'elles ont suscitée dans l'opinion. Ainsi, la version officielle qui s'est répandue très vite dans les médias a tenu en deux termes : il n'y a pas eu « poursuite » par la police du groupe d'adolescents rentrant d'une partie de football ; ceux-ci ont pris la fuite après une tentative de « cambriolage ». Le caractère contradictoire de ces deux affirmations nous importe moins ici que leur charge symbolique. On peut en effet penser que la *disqualification de la mémoire des défunts* et la *non-reconnaissance du deuil* ont été les éléments déclencheurs des émeutes, comme l'a noté Didier Fassin³. Il en va de même des félicitations qui ont été faites par le ministre aux forces de l'ordre le lendemain de l'incident marqué par les deux grenades lacrymogènes ayant atteint la mosquée Bilal, à Clichy-sous-Bois : elles sont apparues comme un signe de mépris de plus à l'égard des musulmans. Ces événements et les réactions officielles qui les

3 « Penser la crise des banlieues : que peuvent les sciences sociales ? », du 23 au 28 janvier 2006, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, Paris.

ont suivis sont venus confirmer le sentiment partagé par les jeunes et leurs familles à l'égard des pouvoirs publics et de la police en particulier. Quant à la décision du Premier ministre de mettre en place une mesure d'état d'urgence datant de 1955 et de la Guerre d'Algérie, alors même que l'on observait les premiers indices d'une diminution des troubles, elle est apparue comme l'illustration d'une *gestion post-coloniale des banlieues*.

La personnalisation de la « crise » a cristallisé ces différents phénomènes. Nicolas Sarkozy a été l'acteur dominant de cette séquence dont l'épilogue a été marqué par sa victoire à l'élection présidentielle. A la mise au défi viriliste des jeunes des cités pauvres⁴, est venu répondre le désir de confrontation des groupes de participants aux émeutes. Tout à la fois socialement marginalisés, moralement méprisés et politiquement inaudibles, ceux-ci ont trouvé à travers les violences collectives et leur caractère spectaculaire une manière d'acquérir une visibilité publique. Mais tel a été aussi le piège dans lequel ils se sont abîmés, faute d'organisation interne et de soutien externe. Par ailleurs, la disqualification des fauteurs de troubles, assimilés aux « caïds des cités » et autres franges de la « criminalité organisée », s'est accompagnée d'un conflit au sommet de l'Etat avec le Premier ministre, Dominique de Villepin. Face à l'ampleur prise par les émeutes, cette stratégie s'est avérée ingérable. Du coup, leur gestion politique a été menée à partir d'un double registre de fermeté (« les actes de vandalisme seront punis sévèrement ») et de démagogie (« trouver des solutions aux problèmes des banlieues »). Dans l'opposition, le processus de dépolitisation des émeutes a été particulièrement spectaculaire au sein du PS qui s'est aligné sur les positions du gouvernement et a voté l'état d'urgence, alors que le Parti communiste et les Verts ont voté contre. Quant à l'extrême gauche, elle s'est sentie peu concernée par ces incendies de voiture... L'ironie de l'histoire aura été que le « Plan pour l'égalité des chances », qui est la loi que le Premier ministre fit adopter pour répondre à ces problèmes, a en fait déplacé le conflit : il a mobilisé la jeunesse lycéenne et étudiante au cours de très grosses manifestations, au printemps 2006, soutenues par un front syndical uni. L'irruption et l'instrumentalisation des violences des « casseurs » ont été remarquables. Toute cette séquence (nov.2005–mars 2006) était surdéterminée par l'imminence des élections présidentielles.

Si l'on passe, à présent, du côté des participants aux émeutes, celles-ci ont été l'expression d'un profond sentiment de relégation et d'injustice. Celui-ci constitue une expérience commune, en particulier pour ces jeunes Français issus de familles de migrants venues d'Afrique du Nord et subsaharienne surreprésentées dans ces zones urbaines, et qui ont été au cœur des troubles. Longtemps alimenté par le conflit de classes dans et hors de l'univers du travail, ce sentiment d'injustice se structure dans

4 Dans les cités, personne n'a oublié la phrase prononcée le 20 juin 2005, cité des 4000, à La Courneuve, le lendemain de la mort du petit Sida Ahmed, 11 ans, tué d'une balle en plein thorax. « Je vais nettoyer la cité au Kärcher », avait alors lancé N. Sarkozy à la meute de journalistes présents. Le 25 octobre 2005, conquis, il répondait à une habitante l'interpellant de sa fenêtre, sur la dalle d'Argenteuil : « Vous en avez marre de cette racaille ? Eh bien, on va vous en débarrasser ! ».

une tout autre configuration à la fois sociale, territoriale et raciale. Il en résulte des rapports tendus entre ces populations et les institutions ou instances (école, logement social, emploi, police, justice...) dont les logiques raciales et discriminatoires peuvent être considérées comme des faits acquis suite aux nombreux travaux effectués en sciences sociales depuis une dizaine d'années⁵. Les événements mentionnés plus haut – la mort des deux adolescents, l'épisode de la mosquée, etc. – ont cristallisé une telle expérience urbaine. Ils ont alimenté non seulement la « rage » des émeutiers, mais aussi celle de leurs proches (ami(e)s, famille(s), voisin(e)s, etc.). Dans ce sens, on peut dire que c'est la *tension entre déni de citoyenneté et aspiration égalitaire, expérience de l'indignité et demande de respect* qui a donné sens à ces protestations. Si révolte il y a eu, elle ne s'est faite pas au nom d'une culture populaire mais de cette expérience négative à l'égard des institutions de la République qui n'a pas tenu et ne tient pas ses promesses (Lapeyronnie, 2006).

On a beaucoup dit que les émeutiers de novembre 2005 n'avaient rien à dire. L'émeute serait alors comme une sorte de film muet dont il incomberait aux commentateurs d'écrire la bande son. Mais il faut s'interroger sur le silence supposé des émeutiers. En effet, la profusion des explications et des interprétations a conduit à écraser ce qu'ils disaient, ainsi que plus largement les habitants des quartiers pauvres, à commencer par l'exigence de justice posée au nom du droit tout autant que de la dignité humaine. Dès lors, le problème n'est déjà plus le même : ce n'est pas une parole qui fait défaut, c'est son caractère inaudible. En d'autres mots : c'est le refus de s'inscrire dans un registre « normal » d'expression collective soit parce que ce registre demande des ressources qui sont inaccessibles, soit parce qu'il est disqualifié, soit encore que les acteurs sont ambivalents, oscillant entre dépendance au système politique et désir d'autonomie.

2.2 Le flottement des catégories et la diversité des situations

Néanmoins, une telle hypothèse méritait d'être approfondie pour des raisons d'ordre à la fois théorique et méthodologique. Théorique tout d'abord, en ce que la qualification politique de ces violences collectives au plan analytique ne va pas de soi. Méthodologique ensuite, car si on a bien assisté en 2005 à un phénomène national, il ne s'est pas passé partout la même chose.

Hormis quelques voix discordantes, la dépolitisation des émeutes a été remarquable en France. L'argument central est en effet que les processus d'exclusion, de désaffiliation, de ségrégation, de discrimination feraient obstacle structurellement à l'émergence de mobilisations collectives. Dans un contexte où le chômage de masse est de deux à trois fois plus important en moyenne que sur l'ensemble du territoire et où les couches moyennes sont soit parties soit ont perdu leur rôle de socialisation politique face à la bureaucratisation des politiques de la ville, l'assise sociologique et

5 Pour une synthèse récente de ces travaux, voir Kokoreff, Rodriguez (2004, 169–219). Sur les logiques judiciaires, voir Jobard (2007)

idéologique des partis de gauche représentant les couches populaires s'est restreinte. La « gauche plurielle » a raté son rendez-vous avec les classes populaires qui en attendaient beaucoup et ont trouvé à droite une écoute attentive et des moyens pour agir. Au fond, réduites à leur étymologie, les banlieues, et parmi elles les cités les plus dégradées seraient *mises au ban* non seulement de la ville mais de la politique, exclues de leur possibilité même du fait de l'impossibilité du lien social, démultipliée par la violence institutionnelle⁶. Pourtant, si l'on considère la littérature internationale sur les émeutes, plusieurs auteurs ont développé l'idée selon laquelle elles constituaient une action collective disposant d'un sens et d'une finalité politiques sans pour autant disposer d'un programme politique et de revendications politiques (Lipsky, 1968). Selon cette interprétation, les émeutes constituent donc une forme du répertoire de l'action collective (Tilly, 1986; Réa, 2001 et 2006) en ce sens qu'elles sont une manière d'entrer dans l'espace politique, d'inciter à la mise à l'agenda de problèmes sociaux spécifiques, de faire valoir des intérêts, d'accéder à une visibilité publique. Dépourvues d'autres ressources pour faire entendre leurs récriminations, les jeunes trouvent dans les émeutes et leur médiatisation l'occasion de se faire entendre. Hier comme aujourd'hui, la violence collective est le mode d'expression politique des groupes privés de reconnaissance politique.

Ce conflit d'interprétations trouve une illustration dans le flottement des catégories politiques utilisées par les sociologues. Ainsi, selon Didier Lapeyronnie (2006), l'émeute est « infra-politique », marquée par l'incapacité d'une population pauvre et marginale d'accéder au système politique, et par la dépendance vis-à-vis de ce système. Mais elle est aussi « supra-politique » en ce qu'elle en appelle aux valeurs fondamentales de la société et interpelle l'Etat par-delà les médiations institutionnalisées, les élus et leurs partis. Elle opère donc une sorte de *court-circuit* dans l'ordre de la représentation et de la reconnaissance⁷. De son côté, Gérard Mauger qualifie l'émeute de novembre 2005 de « révolte protopolitique » (Mauger, 2006). Exprimant une émotion collective à l'égard d'une « violence d'Etat illégitime » redoublée par la violence symbolique du ministre de l'Intérieur, elle se situe néanmoins hors du répertoire légitime d'action collective, et par là « hors politique ».

On peut se demander si cette prolifération des préfixes n'est pas symptomatique d'une nouvelle appréhension du politique dans nos sociétés démocratiques avancées. En effet, de nombreux auteurs ont souligné le *brouillage des frontières* entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas⁸, entre les processus de politisation et de dépolitisation, définis par des phénomènes d'insertion, ou au contraire de

6 Pour une illustration de cette lecture fataliste Bourdieu (1993, 223–226) ; pour une autre approche des mobilisations collectives dans les cités, voir Jobard (2005).

7 Sur ce thème, voir aussi Wieviorka (1999, 30–31), qui qualifie les émeutes urbaines à la fois de « post-politiques » et de « pré-politiques ».

8 Il faudrait associer à cette discussion les analyses de Beck (2001) sur les différentes arènes de ce qu'il appelle le « subpolitique » (Beck, 2001), ainsi que celles de Ronsavallon (2006) sur « l'impolitique ».

désengagement, d'éloignement de certains acteurs, comportements ou objets par rapports à l'univers perçu et construit comme spécifiquement « politique » (Arnaud et Guionnet, 2005). Les formes d'action « conventionnelle » sont concurrencées par des formes « non conventionnelles » qui se situent hors des partis politiques et des syndicats traditionnels. L'engagement politique se diversifie autour de foyers de luttes souvent diverses, parfois contradictoires, démultipliées par les ressources des nouvelles technologies de l'information. En d'autres mots : si on considère que face à la « crise de la politique » semble s'esquisser « une ouverture des cadres de la légitimité politique » (Arnaud et Guionnet, 2005, 11–12), la question est de savoir dans quelle mesure ces émeutes de 2005 ne participent pas – parmi d'autres phénomènes récents ayant pour enjeu, symbole et lieu les quartiers populaires – d'un processus de repolitisation qui passe aussi bien par la mise en cause de l'Etat d'urgence ou la critique de l'universalisme abstrait que par la résistance à diverses formes d'oppression (sociale, raciale, sexiste).

L'autre obstacle est d'ordre empirique : on a assisté à des *émeutes fragmentaires*. De sorte qu'il convient de prendre la mesure de la diversité des situations et des effets de contexte, de tenir compte des divers acteurs politiques, institutionnels et sociaux en jeu, qu'il s'agisse d'élus, de policiers ou de militants des villes. On se contentera de décrire les acteurs de l'émeute à partir des cercles qu'ils composent en insistant sur les effets du contexte politique local.⁹ Au fond, ce n'est pas fondamentalement la question des significations politiques qui est posée mais celle des *formes* de politisation, impliquant de repérer des passerelles entre les formes non conventionnelles et conventionnelles d'action collective. C'est ce qui explique l'intensité variable des émeutes dans des espaces urbains présentant des propriétés morphologiques comparables. Celle-ci n'est pas sans lien avec l'existence ou l'absence de mobilisation des acteurs intermédiaires, comme on le verra plus avant.

3 Participer aux émeutes : acteurs et contextes

S'interroger sur la participation sociale non seulement pendant, mais avant et après les émeutes permet de resituer le moment de l'émeute dans un *continuum* de situations sans isoler artificiellement les temporalités et les différents acteurs en jeu. Il est possible de se représenter ces phénomènes en plaçant au centre les émeutiers et/ou ceux qui s'en sont montrés solidaires; dans un deuxième cercle, les militants associatifs locaux qui se sont efforcés de jouer un rôle de « passeurs » pour désamorcer les violences et interpellier les institutions; enfin, dans un troisième cercle, les acteurs polyvalents (travailleurs sociaux, militants politiques, enseignants, citoyen-ne-s, etc.).

⁹ Il faudrait bien évidemment associer les policiers à cette analyse. Mais au regard de la complexité des logiques et pratiques policières, nous avons choisi de ne pas traiter leur rôle pourtant central. Cf. Kokoreff (2008, 183–240).

3.1 Le premier cercle

Qui sont les émeutiers ? Des jeunes des banlieues ? Le terme est vague. Des jeunes écervelés ? Le jugement semble sévère. Des délinquants, multirécidivistes ? Les faits ne sont pas avérés. Des immigrés ? Disons plutôt qu'ils en sont les enfants ou les petits-enfants, même s'ils continuent en dépit de leur nationalité et socialisation, d'être assimilées à l'immigration. Les enquêtes qualitatives menées sur le terrain sont venues compléter et affiner les résultats des enquêtes sur les statistiques judiciaires¹⁰. Cette connaissance sociologique a conduit à souligner la diversité des statuts en termes de sexe, d'âge, de situation scolaire et familiale, mais aussi de mieux comprendre la parole des émeutiers.

Notons, pour commencer, que l'on a eu affaire pour l'essentiel à des émeutes *au masculin*. Où étaient donc passées les jeunes filles lors de ces événements ? Si les filles subissent la domination masculine tant dans l'espace familial que dans l'espace de la cité, elles réussissent plutôt mieux à l'école et s'insèrent sur le marché du travail plus facilement que les garçons. Reste qu'on ne peut en déduire qu'elles sont étrangères à la violence, comme recours et mode d'expression. De plus, elles n'en sont pas moins confrontées aux mêmes injustices, aux mêmes violences, aux mêmes discriminations du fait notamment de leur couleur de peau et de leur lieu de résidence. Si elles n'ont pas incendié de voitures ni lancé de cocktails Molotov contre des écoles ou des bus comme leurs frères, elles ont souvent exprimé leur soutien aux émeutiers.

Par ailleurs, on a beaucoup insisté sur la dimension générationnelle des émeutes de 2005. On n'a peut-être pas assez souligné les clivages qu'elles ont rendu visibles, notamment entre ceux que l'on appelle dans les cités les « petits » et les « grands ». Il est vrai que d'un quartier à l'autre, et selon la chronologie des événements, on observe des cas de figure différents. Ainsi, lors des premières nuits d'émeutes à Clichy-sous-Bois, ce sont des « grands » qui ont été à l'origine des incidents et sont allés à l'affrontement avec la police. Dans la cité située dans le XIX^e arrondissement de Paris où s'est déroulée une partie de notre enquête, ce sont les plus grands, ceux qui occupent la rue, la nuit, au quotidien, qui ont également participé aux désordres au moment où ils gagnaient l'ensemble de la région parisienne. Provoqués par la police, ils ont réagi pour en découdre avec elle, mais aussi pour exprimer une solidarité générationnelle et territoriale : « C'est la guerre, et c'est à cause des jeunes qui sont morts et de Sarko, car il a dit des paroles qui n'ont pas plu aux jeunes, il les a traités de n'importe quoi n'importe comment ! Les cités sont solidaires, et en plus la police a lancé des bombes lacrymogènes dans une mosquée. »

Dans le cas de Saint-Denis, le décalage entre les « petits » et les « grands » a été particulièrement frappant. Les seconds sont restés très largement extérieurs aux événements. Le plus souvent sortis du système scolaire très jeunes, sans diplôme, alors qu'ils étaient dans les filières les plus dévalorisées de l'enseignement, ils con-

10 Voir les enquêtes de Mazars (2007) et Delon et Mucchielli (2007)

tinuent pour la plupart à vivre chez leurs parents, ne travaillent pas régulièrement et s'occupent de « leurs affaires », en marge de la légalité. Ils ne nourrissent aucun espoir raisonnable quant à leur avenir et présentent un discours très résigné sur leur situation. Cherchant à objectiver leur situation, ils se font fatalistes : « Les mecs de 20–22 ans, ils s'en foutent de cramer des voitures ». « Cramer des bagnoles, on a tous fait ça, on a passé l'âge ». Les groupes de 14–18 ans de Saint-Denis se sont, eux, sentis beaucoup plus concernés par les émeutes de 2005. Pour la plupart encore scolarisés, ou récemment sortis du système scolaire, ils n'ont pas la résignation de leurs aînés. A travers les divers récits que nous avons pu recueillir, on peut cerner leurs profils : garçons âgés de 14 à 20 ans, scolarisés pour la plupart, et dans l'ensemble n'ayant jamais eu à voir avec la justice, en tout cas sans condamnations.

Si l'âge est un déterminant fort, il ne peut suffire à expliquer la participation aux émeutes. Il faut s'interroger sur les processus qui font que cette fraction de la jeunesse était *disponible*. Les conflits avec la police occupent une place centrale dans leurs récits sur leur quotidien. En même temps, ce lourd contentieux tend à jeter le voile sur d'autres difficultés, que la figure des « flics » à la fois cristallise et brouille. En outre, ces éléments ne doivent pas occulter les logiques internes socialement contraignantes des groupes, soit en vue de la participation aux violences, soit de leur rejet. Plusieurs facteurs expliquent ainsi leur participation. Il y a l'identification aux victimes : le profil des émeutiers dressés par les jeunes rencontrés dans plusieurs quartiers de Saint-Denis est souvent proche de celui des victimes de Clichy-sous-Bois. La proximité avec Zyed et Bouna n'est parfois pas que virtuelle, puisque certains au sein du quartier connaissaient l'un d'eux, par le club de football où il était inscrit. La logique territoriale est aussi importante : être inséré et avoir sa place au sein des réseaux sociaux du quartier apparaît comme une condition nécessaire pour prendre part aux émeutes. Car si les groupes qui ont pu mettre le feu à des voitures, à des poubelles ou s'attaquer à des bâtiments publics ne préexistaient pas nécessairement, ils reposaient sur des liens d'interconnaissance forts et pouvaient être le regroupement de tout ou partie de plusieurs groupes préexistants. De façon plus générale, on pourrait caractériser les participants par une position « ni-ni » : ni quelque chose à perdre (travail, petit business...), ni encore résignés (comme le sont les plus âgés qu'eux). Si cette révolte a eu lieu sans la classe d'âge qui leur était directement supérieure, elle peut également être comprise comme une manière de ne plus accepter leur autorité, même fragile. Mais on peut aussi comprendre cette disqualification comme une manière de renégocier les positions au sein de l'espace fragmenté de la cité.

Après les événements de Clichy-sous-Bois et les déclarations de N. Sarkozy, « faire l'émeute » s'est donc imposé comme une nécessité pour bien des raisons. Pour autant, les émeutiers ont rejeté l'idée d'emprunter des voies classiques de l'action politique (manifestation, pétition, réunion, etc.). Non pas faute de disposer des moyens leur permettant de transformer le malaise qu'ils ressentent en revendication.

Car, bien souvent, ils ne sont pas ignorants des formes d'expression politique qui les entourent (élus, militants associatifs). Mais à leurs yeux, ceux-ci ne parviennent pas à modifier en profondeur leur situation sociale. La situation des « grands frères » en témoigne. On peut donc dire que les « petits » ont brûlé des voitures à la fois par identification aux victimes, « morts pour rien », et par procuration, au nom des générations précédentes. Car chez ces dernières, l'espoir a été supplanté par le désespoir, tant en termes de promotion scolaire et d'insertion professionnelle (Beaud, 2002) que de réussite sociale par des voies illégales (Kokoreff, 2003).

3.2 Les « passeurs »

Autour des émeutiers, il y eut également des « passeurs ». Eux ne sont pas passés à l'acte. Souvent trentenaires ou plus, salarié-e-s, notamment dans le « social », après bien des détours et des désillusions, ce sont souvent des figures reconnues dans leur quartier pour leur passé, leur dynamisme et leur militantisme. Ils sont allés à la rencontre des « brûleurs ». Ils se sont efforcés de leur expliquer que la violence ne menait à rien, qu'ils faisaient fausse route : « Allez donc vous inscrire sur les listes électorales ! ». Certains de ces collectifs ont acquis une indéniable visibilité sociale à force d'actions plus ou moins spectaculaires, mais surtout pérennes, comme AC-lefeu (Association Collectif Liberté Egalité Fraternité Ensemble Unis) par contraste à des associations qui ont vite disparu du devant de la scène, comme Devoir de mémoire et ses vedettes du rap et du cinéma.

Prenons l'exemple du collectif « Banlieues Respect ». Ce collectif a regroupé une vingtaine d'associations quartiers pauvres de la région parisienne. Leur engagement en 2005 a consisté à appeler au retour au calme et à proposer une médiation sur la base de relations inter-quartiers. Ce collectif a demandé au Président de la République « une écoute forte et sincère, notamment auprès des jeunes de ces quartiers afin de lutter efficacement contre toutes les formes de discrimination dont ils souffrent au quotidien ». Mais ce collectif s'est aussi montré très critique sur la gestion médiatique des événements, dénonçant les « médias de la haine » surfant sur les peurs et le rejet des enfants de l'immigration, l'islamophobie. Loin d'être isolé, cet exemple témoigne de la capacité d'individus et de groupes très actifs de retisser des liens entre les jeunes et les institutions, tirant leur légitimité de leur fort ancrage territorial tout en mobilisant des ressources à partir de réseaux étendus.

A l'inverse, deux mouvements collectifs récents qui ont fait des « quartiers » l'épicentre de leur action, mais que tout sépare par ailleurs, ont été singulièrement peu présents sur la scène des émeutes : « Ni putes ni soumises » et les « Indigènes de la République ». Ce dernier, né de l'appel publié dans le journal *Le Monde* en janvier 2005, a mis à l'index une réalité qu'il est devenu difficile de nier : la persistance des discriminations racistes à l'encontre des français et des étrangers « colorés », s'expliquent largement par la fracture coloniale. Pourtant, comme bien d'autres mouvances, « Les indigènes de la République » ont été incapables de porter la parole

des émeutiers et des populations des quartiers pauvres. C'est qu'ils sont travaillés par des divisions entre organisations, générations, genres, cultures, localités, personnalités, et plus encore, les tensions entre institutionnalisation et autonomie. Dans ce contexte, la figure des passeurs n'en est que plus importante : elle souligne les enjeux et obstacles à articuler une parole qui soit audible et ait une issue politique.

3.3 Mobilisations citoyennes

Mais venons-en au troisième cercle. Il n'est pas seulement plus institutionnalisé que les précédents, il est aussi pérenne. Ainsi, à Saint-Denis, symbole des ex-banlieues rouges remodelées par la mixité sociale, l'événement a moins été le nombre de voitures brûlées (au demeurant limité : 44 voitures en une semaine de temps) que la mobilisation d'acteurs intermédiaires animés par une volonté de médiation et de pacification. La capacité de la municipalité à orchestrer ces mobilisations montre la force du tissu politique local, même s'il est fragilisé par l'effritement du maillage militant communiste et la progression de l'abstention ou de l'extrême droite.

Au-delà du noyau dur de l'équipe municipale, une quarantaine de personnes, soixante au plus, se sont retrouvées tous les soirs pour sillonner en petits groupes les rues de la ville, principalement dans le centre, jusqu'à une heure avancée de la nuit. Ce groupe reflète, pour partie, le tissu militant local, fait de plusieurs *strates*. Une première est le vivier de la culture communiste : des militants syndicaux, essentiellement. Une deuxième strate, de constitution plus récente, plus jeune : des employés de la mairie ou des services associatifs qui situent leur engagement dans le prolongement de leur activité professionnelle. Il s'agit plutôt d'hommes de 35 à 45 ans, parfois d'ascendance maghrébine, souvent nés à Saint-Denis. Une troisième strate, recrutant plus souvent chez les classes moyennes intellectuelles et les employés que chez les ouvriers, est plus féminisée. Elle regroupe des militants d'extrême gauche et des militantes associatives mobilisées sur les questions de sécurité dans la perspective d'un dialogue social. Enfin, il faut ajouter les « relais d'habitants » qui se sont mis en place dans différents quartiers. De recrutement plus populaire et d'origines nationales plus variées, cette dernière strate est majoritairement féminine et rassemble de manière emblématique des « mamans »¹¹, mais aussi des jeunes adultes hommes, parfois « papas ».

En somme, la constitution de ce groupe relève de trois modes de structuration : une structuration *politique et militante*, qui rend compte de deux cultures politiques clivées (« prolos » et « intellos ») ; une structuration par *genre et par génération* ; une structuration *territoriale* (habitants du centre-ville vs interconnaissance déterritorialisée). Ainsi ces mobilisations d'acteurs intermédiaires participent de la *production de l'émeute comme événement politique*, au sens où les incidents attendus, observés,

11 Tout en reprenant cette expression familière, on ne peut qu'en souligner les ambiguïtés. Parler de « mamans », à l'image de « l'appel des 343 mamans » publié à l'initiative de l'association Ni putes ni soumises le 7 mars 2007, c'est en effet cantonner ces femmes à un rôle dans la sphère privée.

commentés, suscitent l'activité collective d'interprétation des événements, au cours de scènes qui reconfigurent l'espace politique des relations sociales.

3.4 Les contextes politiques locaux

Bien que très particulier pour des raisons historiques et politiques, l'exemple de Saint-Denis prend néanmoins toute sa signification par comparaison à d'autres cas de figures où est apparue une situation de coupure entre les jeunes et les instances politiques locales. Sans doute, ce type de mobilisation citoyenne a une emprise limitée sur la diffusion des émeutes, mais lorsqu'elle est ouverte sur la reconnaissance de la situation des jeunes et la pluralité des cultures, elle peut en abrégier la durée et construire des alternatives à la violence de rue. « Là où elle existait, remarque Hugues Lagrange, la reconnaissance a pu bloquer assez rapidement les émeutes, là où au contraire le pouvoir local se montrait réticent à accorder cette reconnaissance, il a dû mobiliser beaucoup plus d'énergie pour "éteindre le feu", et souvent les émeutes se sont prolongées » (Lagrange, 2006).

Reprenant à notre compte cette distinction, on pourrait faire de Saint-Denis une bonne illustration de « situations d'embrayage ». La mobilisation des élus est traditionnellement forte dans les situations de crise, notamment émeutières. De plus, on peut accorder à la municipalité le souci qui a été le sien de promouvoir des jeunes adultes des quartiers dans l'appareil bureaucratique local. Néanmoins, cette commune n'échappe pas à une crise de la représentation politique. L'avant et l'après émeutes ont bien montré le décalage qui existait entre les acteurs locaux, d'un côté, et les nouvelles générations et les groupes les plus marginalisés, de l'autre. A l'inverse, Montfermeil pourrait illustrer une « situation de rupture ». Entre les élus de la majorité UMP et les associations de quartier, notamment à la cité des Bosquets, il existe peu de liens. Les relations sont liées aux demandes de subvention, à quelques événements, mais il n'y a aucune instance de concertation, d'échanges, de réflexions. En ce qui concerne la population, pour des raisons clairement exprimées par le premier magistrat de la ville, « les communautés de culture ou d'origine musulmanes » sont censées être dans l'impossibilité de s'intégrer par essence pour des raisons d'ordre culturel plutôt que socio-économique. Dès lors toute demande de reconnaissance de ces catégories de population est renvoyée à la figure du « communautarisme ». La commune de Clichy-sous-Bois pourrait illustrer un cas de figure intermédiaire. D'un côté, en effet, la ville s'est beaucoup investie dans la création d'un service municipal de la jeunesse, les liens associatifs, les ateliers pour la réussite scolaire, l'aide scolaire. Le travail de médiation des animateurs et des éducateurs a été comparable à celui observé à Saint-Denis, face à des situations plus tendues lors de la première semaine des émeutes. Mais ces moyens financiers sont limités et ses élus attendent beaucoup de l'Etat restant l'acteur dominant dans bien des dossiers (rénovation urbaine, transports, police). D'un autre côté, malgré les tentatives de la majorité municipale élue en 1995 de rajeunir, et surtout d'élargir l'équipe aux

« forces vives » de la commune, les essais d'ouverture n'ont pas été concluants. Lors des dernières élections municipales de 2008, il a fallu toute la détermination du maire sortant pour convaincre ses colistiers d'accorder aux militants d'AC-lefeu en particulier une place à quatre d'entre eux.¹²

4 Conclusion

Ces émeutes de 2005 auront donc posé, à nouveau, un problème politique en dehors des catégories politiques traditionnelles. Elles ont pointé les dysfonctionnements des institutions de la République, mis en cause l'Etat, exprimé une profonde exigence de justice et d'égalité, manifesté une demande de respect et de reconnaissance. Néanmoins, il est vrai qu'à trop étendre la notion de « politique », on risque de la dissoudre. Pour passer au politique, il faut des médiations et des alliances. Or c'est ce qui a fait précisément défaut aux plus jeunes qui ont participé aux émeutes. Les raisons ne résident pas seulement dans la position sociale qu'ils occupent ou leur socialisation. Tout un ensemble de facteurs expliquent ce blocage, à commencer par la fermeture du système politique à l'égard des représentants des minorités visibles, la faible recherche par les autorités d'organisations légitimes localement, ou encore, l'absence de soutien extérieur des élites intellectuelles. Cela ne signifie pas pour autant que les émeutes étaient dénuées de significations politiques, ni qu'elles n'aient pas contribué à la production de pratiques, d'acteurs, de lieux s'inscrivant bien souvent dans la continuité de situations et mobilisations antérieures. En cela, les banlieues populaires ne sont pas seulement le théâtre d'une dépolitisation, d'une mise au ban du politique sous l'effet des processus de marginalisation urbaine. Elles sont un des lieux où cherchent à se reconfigurer des manières de prendre place dans la cité. L'émeute constitue la forme paroxystique de cette quête. Comme on a essayé de le montrer rapidement, elle donne à voir différents cercles ou strates d'acteurs dont certains constituent des « passeurs », c'est-à-dire des médiateurs. Cette stratigraphie des acteurs locaux trop souvent méconnus vise à définir en pratique des passerelles entre la parole des jeunes et le discours des acteurs, des formes d'action non-conventionnelle et des formes d'action conventionnelle, un fort sentiment d'injustice et une quête de reconnaissance. Il faudrait pouvoir analyser plus finement qu'on ne peut le faire ici la dynamique des liens et des conflits entre ces cercles. Mais quoi qu'il en soit, que ces tentatives soient minées par des contradictions internes et la

12 Il y aurait beaucoup à dire à propos de ces élections locales qui confirment l'entrée en politique d'une nouvelle génération de jeunes adultes issus de familles migrantes. De manière plus générale, en s'affiliant à des listes des partis existants ou en constituant des listes indépendantes, ces élections ont fait sortir des quartiers des nouveaux visages qui se retrouvent aujourd'hui aux responsabilités dans certaines communes alors qu'ils ont parfois à peine 30 ans. Les émeutes ont ainsi indirectement contribué à rendre un peu plus visibles et légitimes des individus qui ne sont pas seulement représentatifs des minorités visibles mais issus des nouvelles couches moyennes des périphéries urbaines.

structure des opportunités politiques ne devrait pas nous empêcher d'en comprendre les significations et les enjeux dans une société plus que jamais en proie à une crise de la représentation politique dans sa diversité.

5 Références bibliographiques

- Arnaud, Luc et Guionnet, Christine (dir.). 2005. *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Bachmann, Christian et Le Guennec Nicole. 1996. *Violences urbaines*. Paris, Albin Michel.
- Beaud, Stéphane. 2002. *80% au bac ... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris : La Découverte.
- Beaud, Stéphane et Pialoux, Michel. 2003. *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*. Paris : Fayard.
- Beck, Ulrich. 2001. *La société du risque*. Paris Flammarion.
- Castel, Robert. 2003. *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?* Paris, La République des idées/Seuil.
- Castel, Robert. 2007. *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes?* Paris : La République des idées/Seuil.
- Collectif. 2006. *Banlieues, lendemains de révolte*. Paris : Regards/La Dispute.
- Delon, Aurore et Mucchielli, Laurent. 2007. « Le traitement judiciaire des mineurs : les cas des émeutiers déferés en novembre 2005 », *Questions pénales*, XX.3, juin.
- Donzelot, Jacques. 2006. *Défaire la ville*, Paris, Seuil.
- Dubet, François. 1987. *La galère. Jeunes en survie*. Paris : Fayard.
- Dubet, François et Martuccelli Danilo, 1997. *Dans quelle société vivons-nous?* Paris : Seuil.
- Fassin, Didier et Fassin, Eric. (dir.). 2006. *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*. Paris : La Découverte.
- Jobard, Fabien. 2005. « Géopolitiques d'une banlieue militante. Une mobilisation politique en lointaine banlieue parisienne ». *Contre-temps*, n° 13.
- Jobard, Fabien, 2006. « Sociologie politique de la "racaille" », In Hugues Lagrange et Marco Oberti, (dir.), *Émeutes urbaines et protestation. Une singularité française*. Paris : Ed Sciences-Po.
- Jobard Fabien et Névanen Sophie. 2007. « La couleur du jugement. Discriminations dans les décisions judiciaires en matière d'infractions à agents de la force publique (1965–2005) ». *Revue française de sociologie*, 48–2, 243–272.
- Kokoreff, Michel. 2003. *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*. Paris : Payot.
- Kokoreff, Michel. 2008. *Sociologie des émeutes*. Paris : Payot.
- Kokoreff, Michel. Rodriguez. Jacques, 2004. *La France en mutations. Quand l'incertitude fait société*. Paris : Payot.
- Lagrange, Hugues et Oberti, Marco. (dir.), 2006. *Émeutes urbaines et protestation. Une exception française*. Paris : Ed. Sciences-Po.
- Lapeyronnie, Didier, 2006. « Révolte primitive dans les banlieues françaises. Essai sur les émeutes de 2005 », *Déviance et société*, vol 30, n°4, 429–430.
- Le Goaziou, Véronique et Mucchielli, Laurent. (dir.). 2006. *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*. Paris : La Découverte.
- Lepoutre, David. 1997. *Cœur de banlieues. Codes, rites, langages*, Paris, Odile Jacob.

- Masclat, Olivier. 2003. *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*. Paris: La Dispute.
- Mauger, Gérard. 2006. *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*. Paris: Editions du Croquant.
- Mazars, Michel, 2007, *Les «violences urbaines» de l'automne 2005 vues du palais de justice. Etude de cas. Les procédures judiciaires engagées au tribunal de grande instance de Bobigny*. Paris: Centre d'analyse stratégique.
- Merklen, Denis. 2006. « Paroles de pierre, images de feu ». *Mouvements*, n° 43, janvier, 131–137.
- Réa, Andréa. 2001. *Jeunes immigrés dans la cité*. Bruxelles: Labor.
- Réa, Andréa. 2006. « Les émeutes urbaines: causes institutionnelles et absence de reconnaissance », *Déviance et société*, vol 30, n°4, 463–476.
- Rosanvallon, Pierre. 2006, *La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris: Points-Seuil.
- Tilly, Charles. 1986. *La France contestée, de 1600 à nos jours*. Paris: Fayard.
- Wacquant, Loïc. 2006. *Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat*. Paris: La Découverte.
- Wiewiorka, Michel. 1999. *Violences en France*. Paris: Le Seuil.